

La seule question sur laquelle nous différons d'opinion est celle de savoir si nous croyons au continentalisme ou si nous devrions garder assez de gaz pour subvenir aux besoins des industries canadiennes. Que les députés libéraux du Nord de l'Ontario ne se méprennent pas. Le volume de gaz dont on dispose dans le Nord de l'Ontario ne suffit pas à nos besoins et je pense en particulier à la demande éventuelle. Nous ne pourrions répondre à cette demande que si nous avons un excédent de gaz. Grâce à cet excédent, un plus grand nombre d'industries s'installeront dans la région parce qu'elles seront plus près de cette source d'énergie naturelle.

Feu C. D. Howe avait beaucoup de prévoyance, mais il a fait beaucoup de choses stupides pendant sa vie. Malgré cela, il avait conçu un plan où tout était bien rangé. Il voulait acheminer du gaz vers le Nord de l'Ontario pour répondre à un besoin. Les représentants de la *Trans-Canada* avaient prêté à l'Office national de l'énergie que les besoins en gaz pour les vingt années à venir s'élèveraient à 10 p. 100 du gaz transporté par ce pipe-line, mais ils avaient tort. Presque 25 p. 100 du gaz transporté par ce pipe-line est utilisé en Ontario—en fait, il s'agit de 18 à 22 p. 100.

Les députés du Québec, y compris le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ne savent-ils pas que nous acheminons du gaz par le Nord de l'Ontario vers le Québec et que les raffineries de Noranda n'obtiennent pas tout le gaz dont elles ont besoin? Ce pipe-line n'a que huit pouces de diamètre, mais il devrait desservir beaucoup d'autres collectivités du Nord du Québec. Nous ne sommes pas égoïstes, mais d'après nous le gaz devrait servir à l'expansion de nos propres industries.

**M. Watson (Châteauguay-Huntingdon-Laprairie):** Monsieur le président, le député permet-il qu'on lui pose une question? Ne reconnaît-il pas que si le pipe-line traverse les États-Unis en faisant un crochet par Sarnia, il s'ensuivra un plus grand débit de gaz au Canada à cet endroit-là, et les collectivités du Nord de l'Ontario pourront en utiliser davantage? Je veux parler, bien entendu, du gaz à débit interrompu. Les arguments du député, à mon avis, sont fallacieux.

**M. Peters:** En 1961, on estimait qu'il entrerait à North Bay, dans le Nord de l'Ontario, par le pipe-line transcanadien, 350 millions de pieds cubes de gaz. Si on jumelle le conduit depuis l'Alberta, on aura 760 millions de pieds cubes par jour. Si on le jumelle depuis Winnipeg seulement, on ne fournira que 450 millions de

pieds cubes environ. A mon avis, le potentiel de gaz à débit interrompu est bien supérieur si on jumelle la canalisation de cette manière.

Il est intéressant de noter que, même si la population de Montréal ne semble pas se soucier de l'approvisionnement, elle ne reçoit que 176 millions de pieds cubes par le pipe-line transcanadien. Si on jumelait cette canalisation jusqu'à Toronto, on disposerait d'environ 350 millions de pieds cubes. On ne peut obtenir cet énorme volume que par le jumelage de la canalisation.

On peut entreposer le gaz, bien que ce soit cher, dans des puits de pétrole par exemple, ou dans des cavernes souterraines. De cette manière, la demande canadienne de cette énergie naturelle ne serait pas entravée.

• (3.50 p.m.)

On permettra aux intéressés américains de puiser dans cette réserve, presque n'importe quand, tout ce qui semblera être excédentaire. Il faudra s'y résigner. Le marché américain peut absorber quatre-vingt-sept millions de pieds cubes en un clin d'œil. Mais là n'est pas la cause du tohu-bohu à cet égard. Ce n'est pas ce que la *Federal Power Commission* a entendu. Celle-ci estime mettre ainsi le pied dans l'étrier. Elle croit, à juste titre, qu'une fois satisfaite, la demande du marché canadien demeurera statique; dans dix ans, elle n'aura guère évolué. Mais, aux États-Unis, la demande aura augmenté de dix, de vingt, peut-être de trente fois. Alors, les débouchés se trouveront aux États-Unis, non au Canada.

Il sera logique alors de demander à la *Federal Power Commission* et à l'Office national de l'énergie de prendre des dispositions pour rectifier la situation. J'estime que même mon propre parti n'aurait pas le cran de fermer la canalisation d'Emerson autour de laquelle se seraient implantées des industries américaines, car nous savons que les pressions et les sanctions dont nous serions victimes nous empêcheraient de réduire la quantité de gaz acheminé aux États-Unis.

Pour d'autres régions, que signifie cet accord? J'ai reçu un certain nombre de télégrammes de localités du Nord de l'Ontario. Permettez que je lise celui que le préfet du township de Teck m'a adressé. Les Canadiens ont affecté des millions de dollars à cette région, qui a reçu des subventions pendant bien des années. Ses habitants n'ont pas grand chose à mettre en valeur. C'est pourquoi la population du Canada a dû, depuis 1940, lui venir en aide par l'entremise de la loi d'urgence sur l'aide à l'exploration des mines d'or. Depuis 1948, la localité doit son existence à des subventions directes. Voici ce qu'a déclaré

[M. Peters.]